

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 26 AVRIL 1980

N°67

Internationale.

PRIX ANTILLES 2F

Pour la construction

d'un parti ouvrier

Pour l'émancipation

Pour la reconstruc -

en

de

de

révolutionnaire

Martinique et

Guadeloupe.

des peuples

Guadeloupe.

Martinique et

Editorial___

GUADELOUPE, MARTINIQUE, GUYANE: LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE A COMMENCE

Après la Guadeloupe et les attentats attribués au GLA, après les déclarations d'Aimé Césaire sur l'inéluctabilité de l'indépendance, c'est au tour de la Guyane d'être à la tête de l'actualité.

Coup sur coup, l'on a appris qu'un dépôt de carburant avait été incendié à Kourou, que l'on avait découvert une bombe qui était prête à exploser dans une gendarmerie désaffectée à Cayenne et qu'une dizaine de membres du FNLG (Fok Nou Libéré la Guyane) avaient été arrêtés.

Parallèlement, en Guadeloupe, plusieurs capitalistes blancs affirmaient avoir reçu des coups de téléphone de la part du GLA leur enjoignant de quitter la Guadeloupe avant le 31 Décembre.

En Martinique, c'est avant tout la grève générale où des milliers de travailleurs ont pu crier leur refus du colonialisme, de ses gardes-mobiles et de Dijoud.

Tous ces faits, quoique de nature différente montrent fort bien que le colonialisme est en train de récolter ce qu'il a semé dans les dernières colonies qui lui restent!

Oui, le mépris raciste, la morgue coloniale, les atteintes à la dignité, tout cela ne pouvait rester sans réponse!

Oui, la jeunesse, les travailleurs en ont de plus en plus assez! Assez de se voir dénié tout droit de vivre dans son propre pays. Assez de voir l'émigration redoubler, alors qu'il n'y a pas de travail pour eux, tandis que les blancs qui s'installent ici trouvent du travail tout de suite!

Assez des gardes-mobiles blancs, des juges blancs, des chefs blancs, des capitalistes blancs, de tous ceux qui décident, coupent, hachent, donnent des ordres, qui font la pluie et le beau temps ici!

Et le colonialisme peut menacer, tempêter, réprimer, cela ne changera rien! C'est une illusion que de croire que les Antilles et la Guyane puissent rester des colonies alors que durant les 30 dernières années, une centaine d'états ont accédé à l'indépendance!

Oui, l'histoire va dans ce sens, et ni les manaces d'un Dijoud, ni les jérémiades des partisans du colonialisme, ici n'y peuvent rien!

Guadeloupe, Martinique, Guyane seront indépendantes!

La tâche des travailleurs n'est pas de se contenter de cette indépendance, ou encore de s'accomm oder avec son idée! Non, les travailleurs ont de manière absolue à défendre, toujours et partout, leurs intérêts de classe, qui sont bien différents de ceux des bourgeois et autres petits-bourgeois qui aspirent eux à diriger les Antilles et la Guyane indépendantes, sans rien changer de fondamental à cette société.

Et la meilleure façon pour que ces intérêts soient préservés, c'est qu'ils construisent leur propre parti, le parti ouvrier révolutionnaire!

A Capesterre OCCUPATION DESTERRES PAR DESTRAVAILLEURS Toute la population doit les soutenir!

Dans la nuit de dimanche à lundi, 21 avril, une trentaine de travailleurs, presque tous de la banane ont occupé une propriété à Capesterre Belle Eau dans l'allée Dumanoir. Personne ne sait au juste à qui appartient cette portion de terre. Jusqu'à aujourd'hui elle était en principe exploitée par la SCEFA-SCEPLAG, la plus grande société bananière de la région, dirigée par Max Martin.

En fait, depuis le passage des cyclones David et Frédéric, cette propriété était à l'abandon, la direction de la SCEFA-SCEPLAG se contentant d'y arracher de temps en temps des plants de banane. Pour les travailleurs, qui depuis septembre dernier connaissent des difficultés très importantes dues au manque de travail, deux à trois jours de travail par semaine sur la plupart des plantations, chômage technique, chômage tout court pour certains, il est inadmissible que des terres restent ainsi en friche. Les travailleurs qui occupent les terres disent, et ils ont raison, qu'il est criminel, dans ce pays

de laisser des terres en friche, alors qu'il est possible d'y planter, non pas seulement des bananes bien sûr, mais des patates, des concombres du mais etc. Si ces champs avaient été cultivés en septembre, on y aurait déjà fait au moins trois récoltes de patates, plusieurs de mais, de concombre, tomates etc.

Et on voit là, le caractère effectivement criminel de la politique du gouvernement français et des capitalistes qu'il soutient. Alors que l'on demande aux travailleurs, aux jeunes de ce pays de partir en France sous prétexte qu'il n'y a pas de travail aux Antilles, alors que l'on parle de difficultés de la banane, des quantités importantes de terres sont laissées en friche alors qu'elles pourraient être plantér en cultures vivrières de toutes sortes, en culture maraichères et arbres fruitiers. Ce qui permettrait de créer des emplois, et aussi d'arrêter l'importation des quantités considérables de carottes, choux et autres tomates de l'étranger.

En fait, ces gens-là, les Dijoud et les capita-

listes se soucient fort peu de la situation des travailleurs et autres couches pauvres de ce pays. Ce qui compte avant tout, ce sont leurs coffres forts, leur fortune.

Et les travailleurs de Capesterre, ainsi que ceux de Sainte-Rose qui la semaine dernière ont occupé de leurs côtés des terres appartenant à la SAG montrent la voie à suivre. Ne pas se laisser mourir de faim, agir, en portant atteinte aux fortunes des grosses sociétés qui pillent notre pays.

Ceux de Capesterre ont contitué un comité d'occupation et entendent bien garder les terres qu'ils ont occupées. Ils ont appelé la population à se rendre sur les parcelles occupées et à en occuper d'autres aux alentours.

Il faut soutenir activement la lutte de ces travailleurs, il faut que toute la population de Capesterre les soutienne et partout dans les autres communes de la Guadelpupe cette occupation comme celle de Sainte-Rose il y a trois semaines doivent servir d'exemple.

FORT DE FRANCE

LES 17 ET 18 AVRIL LES TRAVAILLEURS ONT EXPRIME LEUR COLERE



Malgré les pressions des colonialistes, notamment de la presse comme FR3 et France-Antilles, la grève des 17 et 18 Avril a été largement suivie par les travailleurs de Martinique. Durant les 3 jours précédant le début de la grève, les organes de presse colonialiste s'en donnèrent à cœur joie. Ils montèrent en épingle

le fait que la Guadeloupe ne participerait pas au mouvement, puis firent une propagande acharnée aux déclarations d'Agasta et de «La Parole au Peuple». On laissait même entendre à mots couverts qu'il pourrait y avoir des incidents.

Suite page 4

1 er MAI : TOUS DANS LA RUE!

Ce premier mai 1980 se déroulera dans un contexte politique marqué par la montée de la colère des travailleurs, des jeunes et de la popul tion contre les méfaits du système colonial. Les occupations de terre, les manifestations des paysans, le mouvement d'opposition à l'heure coloniale, la grève du 17 avril en Martinique, les manifestation de la colère contre les privilèges des blancs et le racisme, les grèves et les manifestations de lycéens, tout cela prouve que le mécontentement est grand et que les luttes sont importantes.

La marche des peuples des Antilles vers leur indépendance est inéxorable. Les ouvriers ont intérêt à prendre la tête de cette marche car eux seuls peuvent réellement et de fond en comble changer le vieux monde colonial pourrissant et puant. C'est pour cela que les travailleurs de tous les secteurs ont intérêt à être le plus nombreux possible pour défiler dans les rues et montrer leur force, le jeudi premier mai

RASSEMBLEMENTS

A FORT-DE-FRANCE:

A 15 H A LA MAISON DES SYNDICATS

A POINTE A PITRE:
8 H 30
AU HALL DES SPORTS

La seule vraie réforme foncière : OCCUPER LES TERRES!



Les travailleurs de la terre devront arracher les terres des mains des capitalistes fonciers

La récente visite de Dijoud en Guadeloupe avait, à l'en croire, pour objectif essentiel de préparer la «réforme foncière» et la «restructuration sucrière». Venant d'un individu qui ne cesse de démentir ce qu'il a dit la veille, venant de l'organisateur d'un prétendu «colloque» dont aucune des résolutions n'a trouvé de réalisation pratique, venant surtout du représentant d'un pouvoir qui a toujours défendu les capitalistes usiniers et les grands propriétaires, de telles propositions sont pour le moins suspectes.

L'expérience de la fermeture de Blanchet, entre autres, montre qu'il est hasardeux de se fonder sur les déclarations de Dijoud pour analyser les véritables intentions du gouvernement et des capitalistes.

On se souvient en effet que lors du «colloque» de 78, on avait affirmé que Blanchet ne serait pas fermée. Lorsque le directeur de la SIS, Claverie, annonça la fermeture, Dijoud et le préfet simulèrent la surprise ; Claverie précisa alors qu'il les avait prévenus 2 ou 3 mois auparavant. De fait, ces gens s'entendent comme larrons en foire pour «restructurer» et «réformer» au mieux des intérêts des capitalistes.

LA TERRE DANS LES GRIFFES DES CAPITALISTES

Rappelons qu'en Guadeloupe, les grands propriétaires (plus de 100 hectares) possédaient récemment 55 % des terres cultivables, alors qu'ils ne représentent que 4 % du nombre des exploitants. Les 96 % restant, soit plusieurs milliers de petits paysans, possèdent donc à eux tous, moins de la moitié des terres, et doivent souvent se contenter de moins

de deux hectares.

Mais depuis quelques années, un fait nouveau est apparu : la volonté des grands propriétaires et des usiniers d'abandonner la culture de la canne, cette activité étant devenue beaucoup moins rentable que celle de nouvelles activités économiques.

VERS DE NOUVEAUX PROFITS

Il faut partir de ce fait pour comprendre les agissements des capitalistes dans ce secteur, et la politique du gouvernement colonial à leur service. C'est ce qui explique que depuis plusieurs années, les usines ferment les unes après les autres, les capitalistes usiniers cherchent à vendre leurs terres (en tous cas les moins fertiles d'entre elles), et se reconvertissent parfois dans l'agriculture, mais la plupart du temps, dans d'autres branches de l'économie (importexport, tourisme, assurances, etc. . .) qui ne sont bien sûr pas productives mais qui assurent sans grand risque des profits élevés.

Pour réaliser au mieux de leurs intérêts cette reconversion, les grands propriétaires cherchent à se débarrasser de leurs terres en réalisant le maximum de profits. Ils se sont tout

LA «REFORME FONCIERE» DES ANNEES 60

Cette réforme, en 1967, avait concerné environ 8.000 hectares de terre, répartis entre près de 2.000 acquéreurs, soit une moyenne d'environ 4 hectares. Les conditions d'attribution devaient être les suivantes : avoir moins de 45 ans, et faire «la preuve de ses capacités agricoles» pendant une période maximum de 4 ans. Les lots (de 3 à 5 hecteres pour la canne, et 1,5 à 2 hectares pour la banane) étaient censés assurer à une famille un revenu net annuel de . . . 6.000F par an, ce qui correspondait à l'époque au salaire d'un couple d'ouvriers agricoles. Le lot était prévu pour assurer environ 450 jours de travail par an (300 à l'homme, 150 à la femme).

Ce maigre revenu devait non seulement permettre de vivre, mais il fallait en outre démontrer qu'on était capable de rembourser le prêt effectué généralement auprès du Crédit Agricole. Il fallait par ailleurs obligatoirement être adhérent d'une SICA (société d'intérêt collectif agricole).

Ces conditions étaient difficilement suppor-

d'abord, et pendant des années, livrés à la spéculation foncière, revendant des milliers d'hectares cultivables à des particuliers ou des socié tés privées, qui les laissaient en friche ou les transformaient en lotissements à bâtir. Les exemples de Baie-Mahault et de Pointe d'Or aux Abymes à cet égard, sont frappants. De près de 100.000 hectares en 1957, la surface des terres cultivées en Guadeloupe est tombée à un peu plus de 60.000, ce qui est une baisse considérable.

A côté de cette spéculation foncière, on décida de permettre à un certain nombre de petits paysans d'acquérir des terres. Ce fut, dans les années 60, la première «réforme foncière», ancêtre de celle que Dijoud propose aujourd'hui.

tables pour les petits agriculteurs, qui avaient des difficultés considérables à payer les traites du Crédit Agricole, tout en assurant leur propre subsistance et en réalisant les investissements nécessaires (matériel, engrais) pour que leur exploitation soit viable. La SATEC (société d'aide technique et de coopération), organisme d'état chargé de la réforme foncière, fut en fait plutôt soucieuse de revendre les terres à bon prix, donc à des gens «solvables». C'est pourquoi bien des lots furent acquis par des gens n'ayant rien à voir avec l'agriculture, fonctionnaires ou autres. Au bout du compte, la «réforme foncière» des années 60

fut une bonne affaire pour les banques et les grands propriétaires fonciers qui se débarrassèrent de terres souvent abandonnées ou peu rentables, rachetées à bon prix par la SATEC qui les revendait après aménagement.

Mais la situation des petits planteurs, loin de s'améliorer, a encore empiré. En fait, faute de moyens suffisants, endettés, recevant un prix dérisoire par tonne de cannes, la plupart des petits planteurs et colons n'ont même pas un revenu équivalent au SMIC. La production agricole, notamment dans le secteur de la canne, n'a cessé de diminuer.

LA «NOUVELLE REFORME FONCIERE» : UNE NOUVELLE SUPERCHERIE

La nouvelle réforme foncière, celle des années 80, ressemble fort à celle des années 60. Cette fois, elle doit concerner plus de 10.000 hectares de terres, la majeure partie provenant du groupe Empain (SIS-SAG), le reste venant de la SAUB (Beauport) et Comté. On prévoit que 200 jeunes agriculteurs devraient s'installer d'ici 5 ans, le reste étant attribué à des colons ou planteurs par lots de 8 à 10 hectares. Une fois de plus, l'opération risque d'être «juteuse» pour le Crédit Agricole et les capitalistes, mais il est douteux que ceux des petits planteurs qui deviendront acquéreurs puissent s'en sortir, surtout s'ils continuent à planter de la canne dans les conditions actuelles. Car

dans le même temps, on «restructure» le secteur sucrier en fermant Darboussier. Il ne restera (et cela n'est pas sûr) que Grosse-Montagne en Guadeloupe, et Gardel et Beauport en Grande-Terre.

L'avenir des petits planteurs de canne, du moins celui que leur préparent les usiniers et leur compères Dijoud, parait bien sombre. En fait, la «réforme foncière» a tout l'air d'une manœuvre à grand spectacle destinée à permettre aux capitalistes de se retirer en douceur, la répartition de certaines terres devant être présentée comme une compensation aux pertes d'emplois entrainées par les fermetures d'usines.

LES PAYSANS RISQUENT ENCORE D'ETRE SPOLIES

Mais comme dans les années 60, rien ne dit que les petits paysans soient les plus nombreux ni les premiers à bénéficier de cette répartition. La SIS s'est d'emblée réservée 1700 hectares des meilleures terres, qu'elle compte exploiter en commun avec . . . la Compagnie Fruitière (qui, rappelons le, projetait il y a deux ans de cultiver 3.000 hectares en bananes et en ananas).

De plus, des bruits courent selon lesquels Simonnet, patron de Grosse-Montagne, aurait demandé qu'on lui réserve 800 ha. Le système des SICA, qui regroupent aussi bien petits paysans que grands exploitants, permet à ces derniers de manœuvrer à leur guise, sous couvert d'une société anonyme. Une partie des terres, sans doute les meilleures, risque de retomber entre les mains de gros propriétaires, ou par le biais de coopératives, de rester sous

leur contrôle. Par ailleurs, cette fois encore, les petits bourgeois disposant davantage que les paysans d'argent et de facilités de prêts, risquent fort d'acquérir une bonne partie des terres, à des fin non-agricoles.

Tout cela n'a rien d'étonnant : le pouvoir colonial, défenseur des intérêts capitalistes, est par nature incapable de réaliser une véritable réforme foncière, au profit de la population laborieuse des campagnes. Cette terre que l'on va vendre par lots à des prix presque inabordables pour les paysans pauvres (la SAUB vendait en 1979 des terres agricoles à 20.000F l'hectare), cette terre est la leur, pas celle des usiniers descendants d'esclavagistes ou des sociétés anonymes. De fait, la terre leur appartient et devrait être répartie gratuitement entre ceux qui depuis des générations l'ont fait fructifier.

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT

LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAIL-LENT, sans rachat, sans autre condition que de continuer à la cultiver, tel est le seul mot d'ordre juste. Mais une telle réforme agraire ne peut se faire que contre les capitalistes et l'état colonial qui les protège, contre les banques et les spéculateurs. En s'organisant pour occuper les terres, par centaines, par milliers, les travailleurs de la terre ont les moyens de réaliser une véritable réforme agraire, la seule qui ne lèsera pas leurs intérêts.

Organiser un tel mouvement implique une

prise de conscience au niveau politique : celle d'être déterminé, pour obtenir la terre, à lutter contre tous ceux qui la volent, qui en font un objet de spéculation ; cela ne peut aboutir qu'à lutter contre le système en place. Dans cette lutte, les paysans trouveront le soutien de la classe ouvrière, car ils ont le même ennemi : le système colonial et capitaliste qui exploite depuis des siècles la population laborieuse des Antilles.

Max RODON

QUAND FRANCE SOIR REPREND LES ARGUMENTS DEPARTEMENTALISTES

Beaucoup d'Antillais de l'émigration ont été choqués par un article sur les Antilles paru dans le journal France-Soir (quotidien français) du 18 avril.

Le mépris de l'auteur envers les Antillais n'a d'égal que sa soumission plate aux intérêts du gouvernement colonialiste. En effet, en faisant parler quelques Français ou Antillais, il reprend les arguments les plus éculés favorables à la départementalisation. A part Césaire ou Marie-Jeanne, ceux qu'il a choisi d'interviewer donnent, dans l'ordre, la liste de ces arguments :

D'abord un Français installé en Martinique déclare qu'il est impossible ici par exemple d'engager un dessinateur industriel, cela n'existe pas. Quand ils ont la technicité voulue, quoi qu'on dise, ils préfèrent travailler en métropole. Et cela ne gêne nullement France - Soir de reporter comme une vérité les déclarations d'un quelconque Français qui voudrait

pouvoir continuer à faire fortune en Martinique. France-Soir fait aussi parler un étudiant (?) martiniquais qui, lui, sait déjà que, dans les Antilles indépendantes, les touristes ne voudront plus venir! Encore un qui est bien informé! France-Soir a aussi cédé à la tentation d'interviewer un bourgeois qui méprise les travailleurs de Martinique: «Ils préfèrent payer le kg de tomates 18F ou les laitues 10F pièce plutôt que de s'astreindre à des tâches indignes d'eux» Entendez «à planter des tomates». Cette argumentation est bien connue.

Les travailleurs des Antilles n'ont pas besoin de journalistes qui, leur déniant toute dignité, leur reprochent de faire grève, de refuser l'exploitation. Ils expriment déjà leur colère contre une situation que, malgré lui, le journaliste de France-Soir a dû décrire : le sous-développement, les vingt familles de békés qui concen-

trent toute l'économie» les «ponts d'or» faits aux Français qui viennent travailler aux Antilles, les «40 milliards» rapportés par le tourisme en un an en Martinique (même s'il ne dit pas dans la poche de qui ils ont été), les «gardes mobiles» débarqués en Martinique, les Cubains qu'il «n'a pas trouvés» et donc les mensonges des politiciens français. France-Soir n'a pas davantage pu cacher que les Martiniquais et les Guadeloupéens en ont assez des «métros». Il raconte les déboires qu'il a subis en tant que «blanc» et explique cela par les avantages accordés aux blancs aux Antilles.

Enfin France-Soir a bien tort de rassurer les colonialistes avec les affirmations d'un Jean-Paul Césaire qui ne croit pas à la possibilité d'une lutte violente aux Antilles. Car rien, ni personne n'empêchera les travailleurs de Martinique de se battre pour leur libération, leur dignité.

Algerie



La classe ouvrière pas plus que les minorités nationales, n'ont droit à la parole.

Le lundi 7 avril, se déroulait une manifestation d'étudiants berbères à Alger. Le mercredi 9, une grève générale fut suivie à 100% par la population de Tizi-Ouzou en Kabylie. Les étudiants et la population de cette région, en grande majorité berbère revendiquaient que leur langue et leur culture soient reconnues officiellement comme algériennes, au même titre que l'Arabe, et que la langue berbère soit considérée comme seconde langue nationale. Les manifestants d'Alger scandaient les slogans : «liberté d'expression» et «liberté d'information». Le gouvernement a choisi de réprimer brutalement la manifestation en arrêtant une centaine d'étudiants et en envoyant sa police qui fit plusieurs blessés graves, et, parait-il, un mort.

Le président Chadli Benjedid, quant à lui, dans le discours qu'il prononça sur ce problème, après avoir fait réprimer brutalement la

REPRESSION CONTRE LES BERBERES

manifestation des étudiants, a tenu des propos très révélateurs de la façon dont lui et son gouvernement pensent «régler» le problème culturel berbère : «l'Algérie est un pays arabe, musulman, algérien», «la culture algérienne constitue l'acquis de vingt millions de citoyens; nous disons non à ceux qui veulent exploiter ce thème à des fins politiques», «la démocratie ne signifie pas l'anarchie». . . Le président algérien a donc en quelques phrases carrément ignoré la revendication culturelle de la minorité nationale berbère, ignoré sa langue et sa culture se réfugiant derrière des propos hyper-centralisateurs, et arabisants à outrance

Pourtant, il existe bien une entité berbère et une langue berbère vieilles de plusieurs siècles. Le peuple berbère n'est pas d'ailleurs essentiellement algérien, il s'étend du Maroc à l'Egypte, en particulier dans les régions montagneuses du haut et moyen Atlas marocain, du Rif, de la petite et de la grande Kabylie et des Aurès en Algérie, notamment. Les Berbères formaient de puissantes dynasties avant d'être dominés par les Arabes au moment de la grande invasion de cette région par eux il y a plusieurs siècles. Aujourd'hui, les Berbères algériens sont au nombre de trois millions, soit 15% de la population algérienne. Ils constituent donc une minorité très forte.

Certes, il est difficile d'affirmer que les revendications présentées par les manifestants étudiants et les grévistes de Tizi-Ouzou sont actuellement suivies par les trois millions de Berbères, mais il n'en demeure pas moins vrai que le problème existe et que la minorité agissante représente les aspirations d'une frac-

tion non négligeable de cette minorité natio-

En tout cas, la façon dont le gouvernement algérien réagit face à ce problème rappelle son caractère dictatorial et répressif. Il a décidé que l'arabe serait la seule langue officielle et il tient à l'imposer à tous. Cette décision fait suite à d'autres du même type, comme celle qui a interdit à Mouloud Mammeri, l'écrivain de «l'opium et le bâton», de tenir une conférence sur «la poésie kabyle ancienne» aux étudiants de Tizi-Ouzou.

Tout cela est bien dans la droite ligne du type de régime qui existe dans ce pays. Les anciens combattants du FLN, les nationalistes algériens, qui pendant huit ans ont livré au colonialisme français une lutte sans merci pour arracher leur indépendance, n'ont pas mis en place un régime pouvant satisfaire pleinement les aspirations de la population. Et c'est finalement, un régime dirigé par la petlfe bourgeoisie algérienne contre la grande majorité de la population qui s'est instaurée dans ce pays, un régime qui n'admet aucune contestation, qui fait régner partout la dictature qui ignore les revendications de la population ou qui les réduit au silence.

Il n'est pas étonnant que l'on assiste à un réveil du nationalisme berbère qui traduit la taçon dont ce peuple est brimé. Mais le réveil de cette contestation culturelle révèle un malaise plus profond. Car au delà des problèmes de langue et de culture qui sont réels, il existe d'autres problèmes, économiques ceux-là, ceux du sous-développement, de la misère dont souffrent des millions de gens.

Les nationalistes algeriens ont bien débarrassé leur pays de la présence coloniale française, ils se sont débarrassés de l'opression politique et culturelle que subissait leur pays et cela est bien ! mais ils ont érigé un régime essentiellement nationaliste. Et la voie nationaliste bourgeoise mène inévitablement à brimer non seulement les travailleurs mais aussi les minorités nationales, car ce type de régime est fondamentalement anti-démocratique. Par contre, un régime dont les fondements seraient la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, un état socialiste révolutionnaire avec la classe ouvrière au pouvoir aurait tenu compte de toutes les aspirations de la population et, en particulier de celles des minorités nationales en laissant s'exprimer librement la langue, la culture, la poésie berbère (par ailleurs d'une tradition orale particulièrement riche), comme il aurait permis aux ouvriers, aux paysans la plus large expression politique.

Cela ne peut être la voie du gouvernement algérien actuel et de ses dirigeants qui craignent l'expression des masses quelle que soit la forme qu'elle prend. Il existe dans ces pays où la grande majorité de la population vit dans la misère un potentiel révolutionnaire énorme. La moindre contestation peut conduire à une situation risquant d'échapper au contrôle central. Il s'agit donc pour les dirigeants algériens de boucher toutes les vannes par lesquelles le mécontentement est susceptible de s'exprimer. C'est le cas aujourd'hui en ce qui concerne la contestation de la minorité berbère que le gouvernement d'Alger réprime sans ménagement. P.J.C.

ECHOS DES ENTREPRISES

S.I.G. : QUAND LE SURVEILLANT PENSAIT NOUS PUNIR

La semaine dernière, à Grand Camp, le surveillant nous a toutes déplacées de nos lieux de travail habituels. Certains d'entre nous qui étaient sur le Morne se retrouvent à Grand Camp Plaine et vice-versa. . . D'autres qui étaient à Point se retrouvent à Grammont, ainsi de suite.

La ditection explique ce changement en disant que nous ne faisons pas correctement notre travail car nous commençons à nous faire des amis parmi les locataires.

Eh bien, voilà qui tombe très bien car après tout ce changement nous permettra d'accroitre le nombre de nos amis parmi les locataires de la cité.

S.I.G.: DANS LES ESCALIERS, LE GRESYL AU COMPTE GOUTTES

Nous n'avons droit qu'à une bouteille de grésyl pour nettoyer 3 escaliers pendant un mois.

Quant aux balais, on nous les remplace régulièrement, mais. . . sans manche.

Pas étonnant qu'après cela, le budget de la SIG soit «équilibré». Des précisions que Tavernier s'est bien gardé de donner à Radio-Antilles.

FORT-DE-FRANCE CGSS: «DECIDONS D'ABORD ET CONSULTONS ENSUITE»

La façade démocratique du syndicat une nouvelle fois s'écroule.

«Nos grands timoniers» obligés de justifier leur opposition à la grève générale qui faisait réfléchir nombre de travailleurs à la Caisse appelèrent timidement ceux-ci à une assemblée générale, par un communiqué diffusé la veille du 1er jour de grève.

Dans cette assemblée générale, ils affirmèrent que rien ne modifierait leur décision, qui était de boycotter la grève, quand bien même l'assemblée générale déciderait de la

Ils ont été largement contestés par l'assemblée générale et prudemment, ils s'abstinrent de faire un vote qui les aurait certainement désayoués.

Les travailleurs ont donc rejeté ces manœuvres bureaucratiques et les pratiques dictatoriales de ces dirigeants syndicaux qui constituent à décider d'abord en leur nom et à les consulter ensuite.

CAPESTERRE SCEFA-SCEPLAG: MARTIN CONTINUE SES MEFAITS

Il y a quinze jours de cela, une délégation de camarades femmes conduite par des responsables du syndicat CGTG a été reçue par M. Martin: celui ci a promis de donner au moins dix jours de travail par mois à toutes les femmes. (Il faut rappeler que nos camarades sont sans travail depuis septembre).

Cette semaine déjà, il prétend revenir sur sa proposition, et ne donne du travail qu'à une partie du personnel. Nous ne devons pas l'accepter.

Il faut obliger Martin à donner du travail à tous. Cela est possible. Il suffira pour nous de le vouloir, et d'employer les moyens qu'il faut.

CAPESTERRE

SCA BOULOGNE : NE NOUS LAIS-SONS PAS ATTENDRIR PAR LES PLEURS DE LA DIRECTION

Suite à notre dernière période de chômage technique, la direction avait promis de nous donner aux moins 10 jours de travail par quinzaine.

Et voilà que la semaine dernière, elle prétend ne pas pouvoir nous garantir ces dix jours de travail, car elle dépense beaucoup et qu'il n'y a pas de bananes.

Nous ne devons pas nous laisser tromper par les pleurs de la direction. Quand ça marche bien, elle ne nous propose jamais de nous donner quelques centaines de francs de plus par mois.

Nous devons exiger nos dix jours de travail minimum.

SOFROI ABYMES LE DIRECTEUR DE PROMOCASH EN VISITE

Lundi dernier les chefs de rayon ou de groupe nous avaient demandé d'arranger un peu les rayons car il devait y avoir des visites.

En effet, le mardi matin, les grands chefs de la SOFROI descendaient près de nous dans les rayons. Accompagnés du directeur de Promocash (société qui, parait-il, achète Central-Cash). Ils visitèrent durant près d'une heure les installations et appréciaient le fonctionnement de l'entreprise.

Pour notre part cela ne nous fait ni chaud, ni froid. Et cela fait bien longtemps que ce genre de visite nous laisse indifférents et que personne me se reto me sur le passage de ces chefs qui traitent les travailleurs comme le matériel de l'entreprise.

SOFROI

UN NAVIGATEUR . . . A LA DERIVE

Il était bien actif et bien énervé le sieur Palasser après le passage du directeur de «Promocash». Que s'est-il passé? A-t-il reçu une petite engueulade bien placée?

Toujours est il que dans l'après-midi, le même Palasset est venu donner des ordres pour liquider le stock de pâtes alimentaires abimées qui trainait depuis un certain temps. Il n'avait pas l'air très content le chef. lui qui aime tellement nous «engueuler»...

MARTINIQUE EDCAM TI DECHA

ERCAM: TI-RECHAUD MERITE QU'ON LUI REGLE SA FLAMME

Depuis longtemps le patron cherchait un moyen de se débarrasser du délégué du personnel.

Il vient de trouver un prétexte pour faire une demande de licenciement de cet ouvrier auprès de l'inspecteur du travail. Il prétend que l'ouvrier aurait mal soudé une pièce et mis en danger la vie de ses camarades.

La manœuvre est grossière. Ce monsieur nous prend sans doute pour des naifs, ou pour des imbéciles.

Alors qu'il ravale sa menace de licenciement ! Sinon, c'est nous qui nous en chargerons. . .

MARTINIQUE

CAMIC: A MALIN, MALIN ET DEMI

Une fois de plus, nous avons du cesser le travail durant quelques quinze minutes pour venir à bout d'une scandaleuse décision du patron : il refusait en effet de payer les acomptes du 15 du mois, les renvoyant au vendredi 18.

Ce n'était ni plus, ni moins qu'une manœuvre d'intimidation à la veille de la grève générale. Le patron comptait ainsi nous maintenir au travail jusqu'au vendredi 18.

Mais il s'est mis le doigt dans l'œil, car dès le mercredi 16 au matin nous avons débrayé pour obtenir nos acomptes.

De peur de voir notre grève générale commencer pour de bon un jour plus tôt, il a eu vite fait de se contredire, et en deux temps trois mouvements il a payé à chacun son dû.

ECHOS DE LA GREVE DU 17 AVRIL

E.D.F. MARTINIQUE:

GREVE DU 17 : L'OCCASION D'EXPRIMER NOTRE COLERE

La participation des agents a été quasi-totale le premier jour. Elle a baissé le 2ème jour, mais là encore une large majorité est restée en grève.

Cette grève a été l'occasion pour nous d'exprimer notre mécontentement face à la politique d'austérité, d'arbitraire, d'émigration, de racisme et de mépris du gouvernement. La manifestation dynamique du jeudi en témoigne.

C'était aussi l'occasion de dire que nos revendications spécifiques doivent être réglées.

Et nombreux sont les camarades qui pensent qu'il faudra bientôt se remettre en grève pour nos propres revendications.

MARTINIQUE

LA GREVE DU 17 et 18 AVRIL DANS LES HOPITAUX

Plusieurs dizaines de travailleurs hospitaliers ont participé à la grève du 17 et 18 avril pour montrer à la direction qui tient à mener une politique pour nous museler qu'il n'en est rien, que nous sommes et serons toujours debout pour riposter aux propos injurieux et aux dé-

clarations méprisantes du gouvernement colonialiste.

C'est ce que nous exprimions en disant «Yo promet nou coup pié, mé lê ça ké changé, cé nou ki kaille ba yo», «Ki yo lé ki yo pa lé, yo ké pati fok yo pati», «Nou mandé travail' yo ba nou gad-mobil, gad-mobil dérô»...«non à l'émigration, du travail sur place»...

Certes la grève n'a pas été suivie de façon majoritaire dans aucun établissement hospitalier de la Martinique. On notait la présence de camarades de Fort-de-France, du Saint-Esprit, et de Trinité pendant les 2 jours (ceux du Lamentin ont défilé le 17) qui ont fait remarquer à juste titre que la grève manquait de préparation, mais étaient satisfaits d'avoir dit leurs quatre vérités sur tout ce qui pouvait représenter l'ordre colonial ici.

SECURITE SOCIALE F-DE-F

EN ASSEMBLEE GENERALE, L'INFORMATIQUE ETAIT POUR LA GREVE

Réuni sur le tas, en assemblée générale, les travailleurs de l'informatique ont passé outre la consigne syndicale en décidant leur accord au mouvement du 17 avril.

C'est là une belle leçon de démocratie à ceux qui dirigent actuellement le bureau syndical.

Banane: chez Max Martin les travailleurs à bout de patience

Près de huit mois après le passage des cyclones David et Frédéric, la situation de l'emploi n'est toujours pas rétablie dans la banane. Sur bien des plantations, le nombre de journées de travail attribuées ne dépasse guère deux à trois jours par semaine. Les grands moyens d'information Radio, Télévision et la grande presse n'en parlent pas. Même après, tout le tapage fait autour de la venue d'un ou deux cargos bananiers, c'est le silence total. Peut-être l'administration et les gros propriétaires veulent ils faire-croire que tout va pour le mieux dans ce secteur. En réalité c'est tout le contraire.

Ainsi sur la plantation SCA Boulogne à Capesterre, la direction, après avoir promis de donner 10 jours de travail par quinzaine est revenue sur sa décision, sous le prétexte que, faute de bananes arrivées à maturité, l'argent «n'entre pas»...

Chez Thionville, aux mineurs, les femmes n'ont droit qu'à deux jours maximum par secueil plutôt houleux à Mme Thionville présente sur la plantation le 22 avril.

Sur la plupart des autres plantations, comme le nombre de jours de coupe et d'emballage est faible, les salaires, en fin de quinzaine sont plutôt maigres.

Les travailleurs de la société Martin n'ont jamais perçu leur paye régulièrement. Il est même arrivé que Martin doive aux travailleurs le salaire de quatre quinzaines. Et c'est souvent sous la menace que Martin a payé. Même un géreur de la plantation a dû hausser très vivement le ton pour percevoir trois mois de salaire en retard.

Toutes les femmes de la plantation sont restées au chômage jusqu'au début avril. Il a fallu qu'une quarantaine d'entre elles se rendent au siège de la direction accompagnées de responsables syndicaux pour obtenir que la direction s'engage à leur fournir au moins dix iours de travail par mois

Max Martin, patron raciste, frappe un travailleur



Un incident traduit parfaitement la hargne et le racisme des patrons. Ainsi, le mardi 8 avril, un travailleur mécontent s'est rendu au domicile de Max Martin, le directeur de la SCEFA-SCEPLAG, puis au siège de la société à Marquisat. Il entendait protester contre la décision de la direction de le déplacer de la plantation de Changy à celle de Moulin à eau, décision qui lui causait des dépenses supplémentaires. Pour toute réponse, après une discussion plutôt vive, Max Martin frappa ce travailleur de deux coups de crosse de révolver à la tête. Ce dernier a été blessé et a dû être hospitalisé.

Ce geste caractéristique d'un patron raciste et méprisant suscita l'indignation et la colère parmi tous les travailleurs de la banane et dans la population de la région. Sans relation apparente de cause à effet, les travailleurs ont son point le plus sensible : à ses biens. Ils ont laissait en friche et sont prêt à poursuivre cet-

finalement réagi en frappant Max Martin à occupé des terres qu'ils exploitaient et qu'il te occupation et à l'élargir.

Audebert prend

Lundi matin notre camarade Max Céleste s'est rendu devant le garage Antilles-Auto afin de distribuer des tracts aux travailleurs

Dans la matinée le capitaliste Audebert un des plus riches blancs créoles de la Guadeloupe portera plainte contre notre camarade, l'accusant d'avoir lu une déclaration du GLA (Groupe de Libération armée) et d'avoir créé le désordre dans son établissement. Notre camarade fut convoqué le lendemain au commissariat central de Pointe-à-Pitre afin d'y être

Ce fait traduit bien une chose en tous cas: la peur des patrons et des capitalistes de ce pays. En réagissant de la sorte, en paniquant à la moindre distribution de tract devant leur pas tranquilles. Mais de quoi ont-ils donc si amassée sur le dos et la sueur de milliers de travailleurs depuis des siècles. Ils savent commisère ils daignent leurs octroyer, ils savent les méfaits qu'ils ont commis et qu'ils commettent encore contre le peuple travailleur de ce pays sous des dehors paternalistes et condescendants. Ils le savent tellement bien qu'ils savent déjà à l'avance quel sort les attend. Et ce sort ce n'est pas un militant, ni même un groupe politique qui le scellera, mais l'ensemble de la population laborieuse de ce pays qui en a assez de subir leur exploitation. La violence des masses des ouvriers se chargera de leur prendre leurs biens, leurs terres, leur foi ne qu'ils ont acquis en exploitant jusqu'au

et de tenir une prise de parole à propos de la situation politique actuelle.

entreprise il faut croire que les patrons ne sont peur ? En réalité ils craignent pour leurs biens, pour leurs capitaux pour leur immense fortune ment ils traitent leurs ouvriers, quels salaires de sang les travailleurs de ce pays.

REUNIONS PUBLIQUES DE COMBAT OUVRIER A POINTE - A - PITRE A FORT - DE - FRANCE **MERCREDI 30 AVRIL** SALLE REMY-NAINSOUTA A 19 H

SALLE DE LA POINTE SIMON

LE MARDI 29 AVRIL - A PARTIR DE 18H30

THEME : LES ANTILLES A L'HEURE DE L'INDEPENDANCE

THEME : La montée de la colère contre les privilèges des blancs

La Guadeloupe à l'heure de l'indépendance.

Suite de la page 1

Eh bien, malgré toute cette propagande, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs qui ont fait grève ces deux jours.

La première journée, il y eut un défilé fort de 2.000 personnes dans lequel on remarquait plus particulièrement les travailleurs de l'EDF des dockers, les travailleurs du commerce, de la santé et de l'hôtellerie, ceux du bâtiment et de la SARA étaient là.

Après venait un fort contingent de la FEN composé de plusieurs centaines d'instituteurs et de professeurs, et ensuite le PPM, le GRS, le PCM et l'organisation des jeunes des LEP, Voix des LEP.

Dès que les manifestants s'ébranlent, les mots d'ordre fusent : «Dijoud coup de pied-ou la, poté-i la caille-ou», «gardes-mobiles déro», «Non aux forces de répression coloniale», «A bas le colonialisme», «Non au BUMIDOM, du travail sur place». Certains de ces mots d'or dre seront chantés par la foule des manifes-

En ville, la circulation est réduite, il n'y a pas de signalisation car l'EDF est en grève, le courant est coupé. Les ordures sont entassées le long des rues, car le service de propreté participe massivement au mouvement. Certains magasins, comme le Prisunic-ville ou le Prisunic Cluny sont désertés par les travailleurs. A

l'approche du cortège, certains commerçants baissent prudemment leurs rideaux!

De retour à la maison des syndicats, c'est l'intervention des représentants syndicaux. Ceux-ci ont été particulièrement discrets jusque là. Les mots d'ordre scandés par les travailleurs et ceux de la plate-forme syndicale se recoupent sur un seul point : le départ des gardes-mobiles. A part cela, il est net pour les travailleurs qu'il s'agit d'une grève de protestation contre les agissements colonialistes en Martinique. Or, si les syndicats n'ont pu empêcher que ces mots d'ordre soient scandés et repris par les travailleurs, cela ne signifie pas qu'ils étaient d'accord avec eux. En fin de compte, n'étant pas décidés à suivre ce mouvement, ils vont bien se garder d'offrir quelque perspective que ce soit aux travailleurs. Ils vont laisser comme à l'accoutumée le mouvement s'essouffler de lui-même.

Dès le lendemain, il y a bien moins de monde à la Maison des Syndicats et ce sera un millier de travailleurs qui ira devant le conseil général, mais cela ne donnera rien. La grève est donc arrêtée.

C'est à ce moment que les colonialistes qui s'étaient amusés à se faire peur se rassurent : la grève est terminée. Mais ils ont tort de se réjouir car si les travailleurs étaient moins

nombreux que lors d'autres grèves passées (mouvements de 1974 et de 1976, notamment), le phénomène important a été les revendications de nature politique.

En effet, par delà les bureaucrates syndicaux les travailleurs ont avancé et repris les mots d'ordre qui correspondaient le mieux à leurs aspirations : du travail sur place, le retrait des forces de répression, la dénonciation du mépris de Dijoud.

Et c'est ce qui est important pour l'avenir et à un double titre :

D'abord parce que les travailleurs ont montré que les revendications politiques, leur avenir, les conditions politiques plus ou moins favorables dans lesquelles devaient se dérouler ces luttes, tout cela était important pour eux!

Ensuite parce que ces mots d'ordre ont été imposés sans les bureaucrates syndicaux. C'est d'eux-mêmes que les travailleurs se sont rendus compte qu'il fallait avancer ces mots d'ordre. S'ils continuent dans cette voie, si les travailleurs décident de s'occuper à leur tour, de la politique, s'ils n'en laissent pas le monopole à un groupe de bourgeois ou de bureaucrates syndicaux, toutes ces perspectives sont riches de possibilité pour l'avenir!

Au début de la semaine marquée par la grève générale, plusieurs organisations nationalistes, comme «La Parole au Peuple» de Marie-Jeanne, la CSTM de Agasta, ou encore le bureau du syndicat CGTM de la Sécurité Sociale ont pris position de manière violente contre la grève des 17 et 18 Avril, la qualifiant de grève «assimilationniste» et demandant en conséquence aux travailleurs de ne point s'y

De telles prises de position ont été complaisamment reprises par la presse colonialiste, et France-Antilles et FR3 les ont amplifiées de manière à faire pression sur les plus hésitants afin que le mouvement ne soit pas suivi. En dépit de cela, la grève a été suivie assez largement et la manifestation du Jeudi 17 Avril a vu plus de 2.000 personnes manifester leur opposition au régime colonial.

Les nationalistes ont préféré eux, ignorer les travailleurs dans la rue ce jour-là et rester chez eux. Mais une telle attitude n'est pas étonnante de la part des nationalistes, qui ont beau parler des travailleurs et du peuple, se moquent totalement de leurs intérêts fondamentaux !

L'argument de «l'assimilationnisme» de telle ou telle revendication ne tient pas. En réalité, il y a d'abord le mépris fondamental qu' ont les nationalistes, tous les nationalistes. pour la classe ouvrière. Pour eux, les travailleurs ne sont bons que comme masse de manœuvre, comme porteurs de banderolles,comme suiveurs de «leaders historiques», mais non comme des êtres humains qui ont aussi leur mot à dire dans les évènements qui se

passent autour d'eux! Ils ne font pas confiance aux travailleurs pour que ceux-ci puissent le cas échéant diriger eux-mêmes leur propre mouvement. Et c'est précisément parce qu'ils n'ont pas cela en vue que les nationalistes peuvent se permettre d'appeler à boycotter les luttes des travailleurs.

Un Agasta ou un Marie-Jeanne n'imaginent même pas que les travailleurs, mieux organisés, plus conscients décident à un moment donné de prendre leur sort en mains.

Toute leur politique consiste précisément en le contraire : que les travailleurs défilent au pas, en colonnes par deux, au son du tambour et derrière un quelconque drapeau national, après que les grands/chefs, tous intellectuels petits-bourgeois aient décidé pour eux de ce qu'il fallait faire !

Le cas le plus saisissant est l'attitude de la poignée de bureaucrates petits-bourgeois qui ont accaparé la direction du syndicat de la Sécurité Sociale : ayant pris position pour boycotter la grève, ces messieurs ont été désavoués par la majorité des travailleurs de l'entreprise. Devant le mécontentement grandissant, ils convoquent une Assemblée Générale pour. . . le 16 Avril. Et pour affirmer que même si la majorité se prononçait par vote pour la grève, eux, ils maintiendraient leur position!

Mépris des travailleurs, conçus uniquement comme masse de manœuvre, voilà la première attitude des nationalistes!

Mais la suite logique de ces conceptions est une activité scissionniste exacerbée. Ces messieurs ne se sentant aucunement responsables devant les travailleurs prennent n'importe quelle position, disent n'importe quoi, sans se soucier un instant du fait qu'ils peuvent faire le jeu des colonialistes! Car ce qui leur importe, c'est d'avoir leurs fidèles, qui les suivent sans dire un mot, sans pouvoir contester leur politi-

Des milliers de travailleurs peuvent descendre dans la rue, ils peuvent faire des manifest tions anti-colonialistes! Cela ne compte pas pour les nationalistes. Car ces travailleurs-là ne les suivent pas. Alors, il faut diviser au maximum, en avançant n'importe quel argument!

Pour nos nationalistes, la grève du 17 Avril était assimilationniste. Mais précisément, les travailleurs ont scandé et chanté sans arrêt des mots d'ordre politiques : départ des forces de répression, refus de Dijoud, du colonialisme... Il n'y avait donc nul «assimilationnisme» là. Mais nos nationalistes ne se souviennent pas de cela! Demain, contre d'autres mouvements qui ne seront pas contrôlés par eux, ils pourront avancer n'importe quel argument, leur imagination, fertile en manœuvres de ce type leur fournira l'argument ou les arguments nécessaires pour ne pas y participer.

En attendant, le 17 Avril, les travailleurs ont pris les leçons de morale et les dénonciations anti-colonialistes des dirigeants nationalistes comme il convenait : ils les ont ignorés et ont fait grève et manifesté. Les donneurs de leçons, les prétendus anticolonialistes les ont regardé.

Jacques BRUEL

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : Combat Ouvrier B.P. 145 75023 PARIS CEDEX

Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728